



Fonction Publique : tous dans l'action et la grève le 8 février

La CGT, FO, FSU, UNSA et Solidaires appellent les personnels de la fonction publique d'état, territoriale et hospitalière à la journée de grève et de manifestation du 8 février 2007. Au cœur des revendications : les salaires, l'emploi public et la défense des services publics.

CGT – FO – FSU – UNSA - SOLIDAIRES

**POUR NOS SALAIRES, L'EMPLOI PUBLIC
ET LA DEFENSE DES MISSIONS,**

TOUS DANS L'ACTION ET LA GREVE LE 8 FEVRIER

Les organisations de fonctionnaires (CGT FO FSU UNSA SOLIDAIRES) exigent l'ouverture immédiate de véritables négociations portant sur :

- le maintien du pouvoir d'achat du point en 2006,
- l'augmentation des salaires pour 2007 sur la base minimum de l'inflation prévue, soit 1,8 %,
- le rattrapage sur les pertes intervenues depuis 2000 (+ de 6 %),
- une refonte globale de la grille indiciaire.

Elles constatent également une dégradation alarmante des conditions de travail, la multiplication des attaques contre le service public, des réductions massives d'emplois et de recrutements publics et l'aggravation de la précarité.

Le Ministre de la Fonction Publique vient d'annoncer de façon unilatérale des mesures qui constituent une avancée minimale. Même si elles sont à mettre au crédit des actions unitaires et des luttes dans les différents secteurs, elles laissent entier l'essentiel du contentieux, d'autant plus que le ministre lui-même les présente comme un échange emplois contre salaires.

Or, les services publics sont essentiels pour la population et l'aménagement du territoire. Leurs agents ont droit, comme tous les salariés, à une juste rémunération de leur travail et aux moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Combattant les logiques « travailler plus et gagner moins » et « moins de fonctionnaires mais mieux payés » les organisations syndicales appellent l'ensemble des personnels de la Fonction Publique (Etat, territoriaux, hospitaliers) à participer massivement à la journée d'action du 8 février 2007 en particulier par la grève et les manifestations.

Pour l'ouverture immédiate de véritables négociations sur l'ensemble du contentieux salarial, la refonte de la grille et le niveau des pensions

Pour une politique d'emploi public statutaire qui corresponde aux besoins

Pour la défense des services publics et de la fonction publique

Pour l'amélioration des conditions de travail et de vie de tous les personnels

En cas d'absence de réponse positive, elles envisageront ensemble, après cette journée, des suites à donner à la mobilisation.

PARIS, le 17 janvier 2007